

CAP SUR NOS FAMILLES



RAPPORT D'ÉTAPE

OBJECTIF

RETOURNER EN MOYENNE 1 000 \$
PAR ANNÉE DANS LES POCHES
DES FAMILLES D'ICI CINQ ANS.

INTRODUCTION

CONSTATS : TANNÉS DE PAYER ET D'ATTENDRE

Les Québécois, notamment ceux de la classe moyenne, sont actuellement soumis à un étranglement fiscal sans précédent. Leur marge de manœuvre est pratiquement inexistante. Les hausses successives de tarifs, de taxes et d'impôts infligées par les deux derniers gouvernements doivent cesser. Les contribuables du Québec ont besoin d'un répit. Ils ont besoin de souffler un peu.

Une part déjà trop importante des revenus des Québécois sert à financer les missions de l'État. Le gouvernement doit se rendre digne de cette contribution et gérer les fonds publics avec intégrité, compétence, rigueur, imputabilité et transparence. C'est pourquoi la Coalition Avenir Québec entend revoir les façons de faire du gouvernement pour donner aux familles de la classe moyenne à la fois le répit fiscal dont elles ont grandement besoin, de même que la qualité et l'accessibilité des services auxquels elles ont droit.

ÇA AUGMENTE TOUT LE TEMPS !

AUGMENTATION DES TAXES

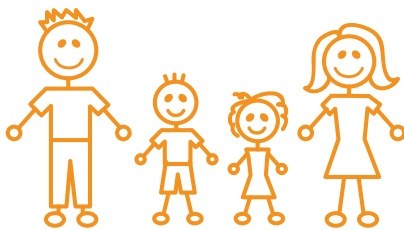
« Les jeunes familles sont à bout de souffle. Les politiques d'aide à la famille ne sauraient compenser toutes les hausses de taxes et de tarifs qui viennent vider les poches de la classe moyenne. Les plus récents exemples sont le maintien de la taxe santé, malgré les promesses contraires et les augmentations de taxes scolaires. Si le gouvernement entend vraiment soutenir les familles, il a le devoir de leur consentir un régime fiscal plus avantageux. »

- Commentaires reçus de plusieurs citoyens

Les Québécois sont parmi les contribuables les plus taxés en Amérique du Nord. Le revenu familial moyen après impôts est de 69 000 \$ au Québec comparativement à 83 000 \$ en Ontario.

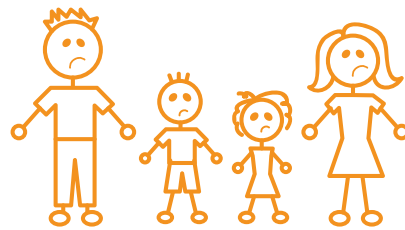
REVENU FAMILIAL MOYEN APRÈS IMPÔTS

ONTARIO



83 000 \$

QUÉBEC



69 000 \$

TAXE SANTÉ

- Une taxe inéquitable (200 \$ par adulte) instaurée par le Parti Libéral du Québec en 2010.
- Le Parti Québécois s'était engagé à éliminer cette taxe. Mais comme sur bien d'autres sujets, ils ont reculé sur leur engagement. Ils ont plutôt modulé la taxe santé de la façon suivante :

REVENU	TAXE SANTÉ
18 000 \$ - 20 000 \$	1 à 99 \$
20 000 \$ - 40 000 \$	100 \$
40 000 \$ - 42 000 \$	101 à 199 \$
42 000 \$ - 130 000 \$	200 \$
130 000 \$ - 150 000 \$	201 à 999 \$
150 000 \$ ou plus	1000 \$

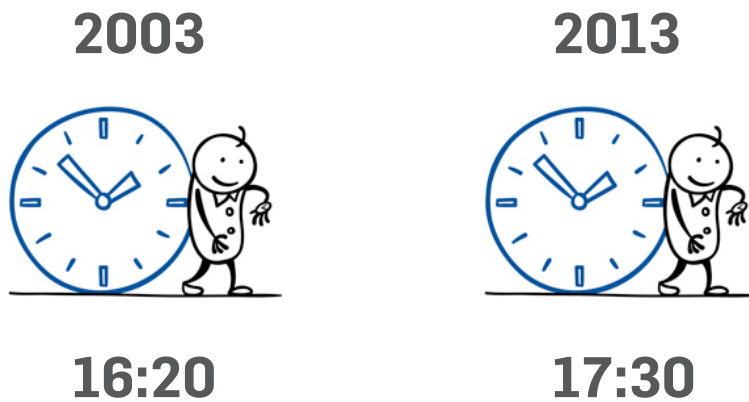
TAXE SCOLAIRE

- Une taxe désuète et inefficace basée sur la valeur foncière des propriétés.
- Des compressions budgétaires de 200 millions \$ ont été imposées par le gouvernement du Parti Québécois aux commissions scolaires. Ces dernières ont refilé la quasi-totalité de cette facture aux contribuables en augmentant les taxes scolaires.
- Devant la forte contestation provoquée par ces hausses, le Parti Québécois a déposé un projet de loi visant à forcer les commissions scolaires à rembourser la moitié de la facture (100 millions \$) par un crédit de taxe scolaire pour les deux prochaines années.

TEMPS D'ATTENTE MOYEN SUR CIVIÈRE

En santé, malgré les engagements passés du Parti Québécois et du Parti Libéral du Québec, la situation dans les urgences du Québec n'a cessé de se détériorer.

Le temps moyen d'attente sur civière est passé de 16 heures et vingt minutes en 2003 à 17 heures et demie en 2013.



Source : La Presse 8 mai 2013, Espace informationnel Santé et Services sociaux du Québec

AUGMENTATION DES TEMPS D'ATTENTE

- Malgré les promesses électorales, près de *deux millions de Québécois attendent toujours d'avoir accès à un médecin de famille.
- Dans le domaine de l'éducation, l'attente des parents pour avoir accès à des services spécialisés, tels que l'orthophonie, est parfois interminable.
- Les jeunes familles du Québec attendent beaucoup trop longtemps pour obtenir une place en service de garde à contribution réduite.
- Dans le domaine de la justice, les délais d'attente devant les tribunaux, qu'il s'agisse de causes criminelles ou celles portées devant les tribunaux administratifs du Québec, sont excessivement longs.

* Institut de la statistique du Québec

AUGMENTATION DU BUDGET DE L'ÉTAT

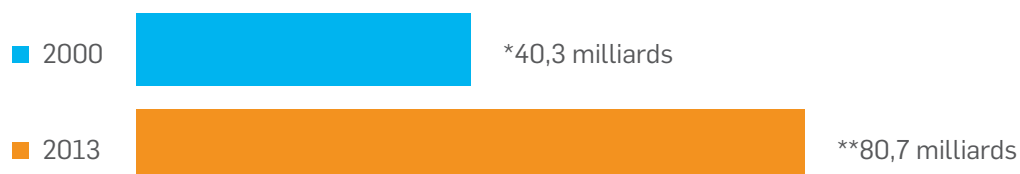
- Selon les prévisions du gouvernement du Québec et si rien n'est fait pour limiter la croissance des dépenses, celles-ci atteindront *92,4 milliards de dollars en 2017, excluant le service de la dette.

* Point sur la situation économique et financière du Québec, printemps 2013

- Cette hausse représente une croissance moyenne de 2,7 % annuellement.

DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

(EXCLUANT LE SERVICE DE LA DETTE)



* Plan budgétaire 2013-2014

** Comptes publics 2012-2013

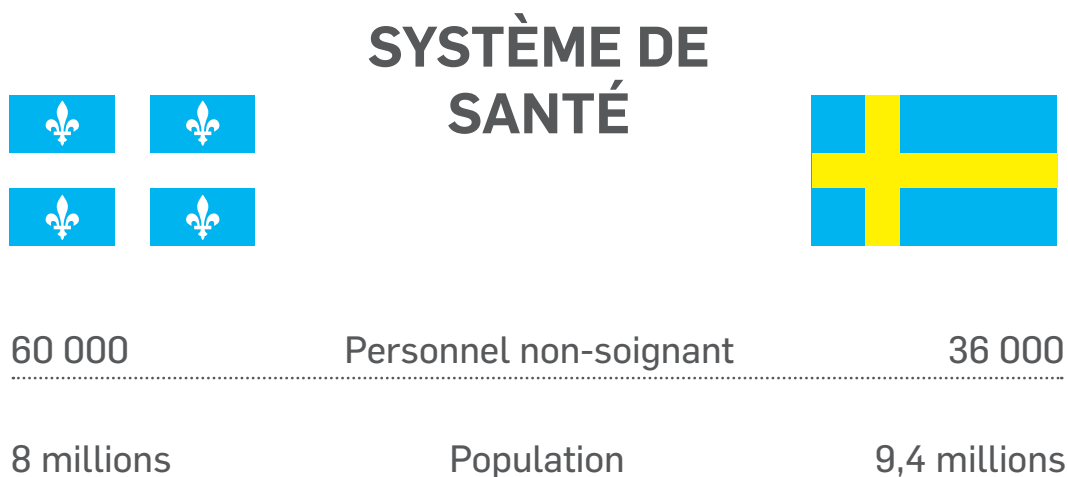
AUGMENTATION DE LA TAILLE DE L'ÉTAT

- * Le nombre total d'employés du secteur public (en équivalent temps complet) est passé de 500 000 en 2003 à 550 000 en 2012. Selon les prévisions, et si rien n'est fait pour limiter la croissance des effectifs, ce chiffre passera à 590 000 en 2017.

* Espace informationnel Santé et Services sociaux du Québec, Rapports annuels de gestion du MSSS 2012-2013, Statistiques de l'éducation 2011, Site web Sécurité publique du Québec, Rapports annuels des sociétés d'États.

- À titre de comparaison, le personnel non-soignant (ceux et celles qui n'offrent pas de soins directs aux patients) œuvrant dans le système de santé au Québec se situe à environ 60 000 personnes pour une population de 8 millions de personnes. La Suède, pourtant, n'en dénombrerait que seulement 36 000 pour une population de 9,4 millions de personnes.

COMPARAISON QUÉBEC VS SUÈDE



Source: Analyse basée sur le document Profession Santé et Espace informationnel Santé et Services sociaux du Québec

COMMENT S'EN SORTIR : METTRE EN PLACE UN ÉTAT MODERNE : UN ÉTAT 2.0

QU'EST-CE QU'UN ÉTAT 2.0

EFFICACITÉ ET IMPUTABILITÉ : C'est d'abord un État efficace et imputable. C'est un État qui offre de meilleurs services, plus accessibles, au meilleur coût possible. C'est un État où les gestionnaires sont responsables des résultats obtenus.

MESURES DE PERFORMANCE : C'est ensuite un État qui se fixe des cibles de performance et qui se donne les moyens de les atteindre. Aussi, il faut non seulement mesurer l'attente, mais il faut aussi et surtout mesurer les causes de l'attente.

GOVERNEMENT OUVERT : C'est finalement un État ouvert qui tire pleinement avantage des moyens de communication pour gérer et communiquer avec les citoyens et les informer des développements dans les finances publiques en toute transparence.

CE QU'ON PEUT FAIRE DANS UN ÉTAT 2.0

- Il faut recentrer les ressources vers les services directs aux citoyens. Pour y arriver, il faut revoir nos façons de faire afin de réduire les coûts et aussi réduire les délais d'attente. En santé par exemple, il y a un consensus sur la nécessité de moderniser la méthode de financement des établissements et d'établir un financement par épisodes de soins.
- Il faut également alléger nos structures qui sont souvent lourdes et coûteuses. L'exemple des commissions scolaires et des agences de santé est flagrant. Des ressources considérables y sont consacrées annuellement sans que cela ne profite directement aux citoyens.
- Il faut aussi resserrer la gestion des contrats. Par exemple, le gouvernement consacre annuellement 3 milliards de dollars en dépenses informatiques et plus de 500 projets sont en cours. Il importe d'effectuer un suivi rigoureux des dépenses et rapatrier l'expertise et la gestion des projets au sein de l'appareil étatique.
- Finalement, l'amélioration continue et l'utilisation des meilleures pratiques permettent de générer des gains d'efficacité afin d'améliorer la performance de nos organisations.

CE QU'UN ÉTAT 2.0 PERMETTRAIT D'OBTENIR

- La révision des façons de faire du gouvernement, l'allègement des structures, le resserrement de la gestion des contrats et l'amélioration continue de nos pratiques permettraient de dégager une marge de manœuvre pour les citoyens en réduisant la croissance des dépenses du gouvernement tout en réduisant les temps d'attente.
- En limitant la croissance des dépenses du gouvernement à une moyenne de 2,3 % (plutôt que 2,7 % par année, tel que prévu par le gouvernement actuel), les dépenses du gouvernement s'élèveraient à 93 milliards de dollars en 2018 (plutôt que 95 milliards de dollars selon les estimés). Ceci permettrait de dégager une marge de manœuvre de 2 milliards de dollars d'ici 5 ans.

LA RECETTE ...

① LIMITER L'AUGMENTATION DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT À 2,3 % / AN

(plutôt que 2,7 % par année tel que prévu par le gouvernement actuel)



② PLAFONNER LES DÉPENSES À 93 MILLIARDS D'ICI 2018

(plutôt que 95 milliards de dollars selon les estimés)



CONCLUSION

Marge de manoeuvre pour notre engagement

2 MILLIARDS (d'ici 5 ans)

CE QUE LA COALITION FERAIT :

ABOLITION COMPLÈTE DE LA TAXE SANTÉ

Ceci représente un gain de 200 \$ par contribuable touché, 400 \$ pour une famille.

Coût de la mesure : 700 millions \$.

ABOLITION DE LA TAXE SCOLAIRE*

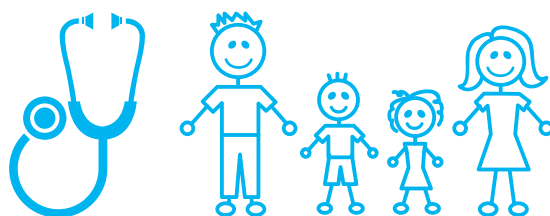
Ceci représente un gain d'environ 600 \$ pour une famille (basé sur l'évaluation moyenne d'une résidence de 244 000 \$ et des principaux taux de taxation des principales villes du Québec).

* Cette mesure s'adresse aux immeubles résidentiels.

Coût de la mesure : 1,3 milliard \$

NOTRE ENGAGEMENT

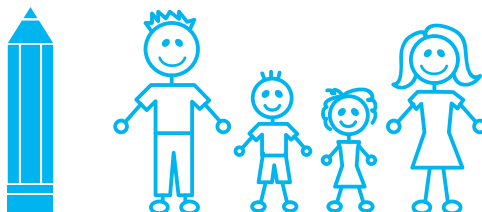
ABOLITION DE LA TAXE SANTÉ



400 \$

+

ABOLITION DE LA TAXE SCOLAIRE



600 \$

(moyenne)

=

Au total, une réduction de
1000 \$ de taxes en moyenne
pour les familles québécoises

1000 \$

RAPPORT FINAL
DÉBUT 2014
capsurnosfamilles.com